

Bruxelles, 10 février 2022 (07.00 heures CET)

KBC Groupe : Bénéfice de 663 millions d'euros au quatrième trimestre

Aperçu Groupe KBC (consolidé, IFRS)	4TR2021	3TR2021	4TR2020	Exercice complet 2021	Exercice complet 2020
Résultat net (en millions EUR)	663	601	538	2 614	1 440
Bénéfice de base par action (EUR)	1,56	1,41	1,26	6,15	3,34
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)					
<i>Belgique</i>	486	603	396	1997	1 001
<i>République tchèque</i>	198	209	94	697	375
<i>Marchés internationaux</i>	56	-158	86	127	199
<i>Centre de groupe</i>	-77	-53	-38	-207	-135
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	51,8	53,0	48,1	51,8	48,1

Fin 2021, alors que la pandémie entame sa troisième année, les perspectives macroéconomiques et financières restent un défi. Toutefois, les progrès des campagnes de vaccination et des traitements antiviraux dans de nombreux pays pourraient soulager les systèmes de santé surchargés et éviter ainsi de nouveaux confinements sévères et de longue durée. Dès le début de cette crise, nous avons assumé notre responsabilité en matière de protection de la santé de notre personnel et de nos clients, tout en veillant au maintien de nos prestations de services (grâce à notre assistant numérique, Kate, convaincant et aidant de plus en plus de clients). Nous avons par ailleurs étroitement collaboré avec les services gouvernementaux pour accompagner l'ensemble de nos clients affectés par le coronavirus, en instaurant diverses mesures de soutien, parmi lesquelles les moratoires de crédit.

Parallèlement, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre stratégie, y compris l'optimisation plus poussée de notre présence géographique. Au quatrième trimestre 2021, nous avons conclu un accord d'acquisition des activités bulgares de Raiffeisen Bank International. Cet investissement dans une entreprise de la plus haute qualité, qui jouit d'une excellente réputation, nous permettra de renforcer davantage notre position de leader sur le marché financier bulgare. La priorité évidente de Raiffeisenbank (Bulgarie) à l'innovation et à la transformation numérique, ainsi que la satisfaction élevée de ses clients, s'inscrivent dans le droit fil de notre propre stratégie Digital First. L'acquisition de Raiffeisenbank (Bulgarie) témoigne une nouvelle fois de notre engagement envers le marché bulgare et de notre soutien à l'économie du pays. La conclusion de la transaction est soumise au feu vert des autorités réglementaires et réduira notre ratio common equity d'environ 1,0 point de pourcentage au moment de la conclusion, attendue pour la mi-2022.

En matière de durabilité, nous participons toujours activement à la transition vers une économie pauvre en carbone, en collaborant avec l'ensemble de nos parties prenantes, ainsi que le démontre également l'évaluation poussée de notre politique et de nos performances. KBC souhaite minimiser autant que possible son impact négatif sur la société, en appliquant des politiques et des directives strictes et en réduisant sa propre empreinte environnementale. Comme annoncé fin octobre, KBC n'octroiera plus de crédits, de conseils ou d'assurances pour l'exploitation de nouveaux champs pétroliers et gaziers. Nous avons également commencé à compenser nos émissions de gaz à effet de serre restantes, afin d'atteindre la neutralité climatique de notre empreinte directe. Parallèlement, nous nous sommes engagés à augmenter progressivement la part des énergies renouvelables dans notre portefeuille de crédits énergétiques total, en vue de la porter à au moins 65% d'ici 2030 au plus tard. Nous restons centrés sur les activités ayant une incidence positive sur la durabilité et le climat. Entre autres, nous avons émis une troisième obligation verte début décembre, destinée à financer des projets qui ont une incidence positive sur l'environnement en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en promouvant la gestion durable des ressources et des terres. Enfin – et surtout –, nous avons converti nos deux derniers fonds d'épargne-pension belges en fonds d'investissement socialement responsable (ISR), conformément au cadre ISR que nous avons développé en interne, qui a fait ses preuves et qui a été validé en externe.

En ce qui concerne nos résultats financiers, nous avons enregistré un bénéfice net de 663 millions d'euros au dernier trimestre 2021. Le revenu total a bénéficié de la hausse des revenus nets d'intérêts, des résultats de l'assurance non-vie et des revenus nets de commissions, qui a été partiellement contrebalancé par la baisse des revenus à la juste valeur et liés au trading et la baisse des autres revenus nets. Les coûts, hors taxes bancaires, variations du périmètre de consolidation et éléments non récurrents, se sont inscrits en ligne avec nos prévisions pour l'exercice 2021 complet, à savoir une hausse d'un peu moins de 2%. Les réductions de valeur sur crédits ont contribué au résultat, car les provisions précédemment constituées au titre de la crise du coronavirus ont été en partie reprises. La somme du résultat pour ce trimestre et du résultat enregistré sur les neuf premiers mois de 2021 porte notre bénéfice net pour l'exercice complet 2021 à 2 614 millions d'euros.

Pour l'exercice 2021 complet, notre Conseil d'administration a décidé de proposer, lors de l'Assemblée générale des Actionnaires qui se tiendra en mai 2022, un dividende brut final de 7,6 euros par action, portant ainsi le dividende brut total à 10,6 euros par action. Ce chiffre inclut un dividende de 2,0 euros par action pour l'exercice comptable 2020 (déjà versé en novembre 2021), un dividende ordinaire de 4,0 euros par action pour l'exercice comptable 2021 (dont un dividende intérimaire de 1,0 euro par action a déjà été versé en novembre 2021, les 3,0 euros par action restants devant être versés en mai 2022) et un dividende exceptionnel de 4,6 euros par action (à verser en mai 2022). Sous réserve d'approbation, cela donnera lieu à un ratio common equity à pleine charge (après distribution du capital) de 15,5%, en ligne avec le plan d'affectation du capital que nous avons annoncé pour l'exercice 2021 complet. Le ratio de distribution de dividende (incluant le coupon AT1) se chiffre à environ 66% sur la base du dividende ordinaire proposé, à savoir 4 euros par action pour l'exercice comptable 2021, et à 139% sur la base du dividende total proposé, à savoir 8,6 euros par action (dividende ordinaire plus dividende exceptionnel).

Pour l'exercice 2022 complet, le taux de distribution d'au moins 50% du bénéfice consolidé sera maintenu et le montant de capital excédant le ratio common equity à pleine charge de 15,0% pourra être distribué aux actionnaires, à la discrétion du Conseil d'administration, lors de l'annonce des résultats de l'exercice complet (les résultats de l'exercice 2022 complet seront annoncés le 9 février 2023).

Enfin, nous avons également mis à jour nos prévisions financières sur trois ans. Entre 2021 et 2024, nous visons un taux de croissance annuel composé d'environ 4,5% pour les revenus totaux et d'environ 1,5% pour les charges d'exploitation (hors taxes bancaires). Nous voulons en outre atteindre un ratio combiné inférieur ou égal à 92%.

Pour conclure, j'aimerais profiter de cette occasion pour remercier l'ensemble des parties prenantes qui ont continué de nous faire confiance. Je souhaite également exprimer ma plus vive reconnaissance à l'ensemble de nos collaborateurs, qui ont continué à servir nos clients et à participer au bon fonctionnement du groupe en ces temps difficiles.

*Johan Thijs
Chief Executive Officer*



Principales données financières du quatrième trimestre 2021

- ▶ Les **revenus nets d'intérêts** ont progressé de 6% par rapport au trimestre précédent et de 10% par rapport au même trimestre un an plus tôt. Dans les deux cas, cette hausse est principalement attribuable à une hausse des taux d'intérêt en République tchèque et en Hongrie. La marge nette d'intérêts s'est établie à 1,85% pour le trimestre sous revue, en hausse de 5 points de base par rapport au trimestre précédent et de 10 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt. Les volumes ont poursuivi leur progression, avec des crédits en hausse de 1% en glissement trimestriel et de 5% en glissement annuel, et des dépôts (hors certificats de dette) en hausse de 6% en glissement annuel (stables en glissement trimestriel). Ces chiffres ont été calculés sur une base organique (hors variations du périmètre de consolidation et effets de change).
- ▶ Les revenus techniques issus de nos **activités d'assurance non-vie** (primes moins charges, plus résultat de la réassurance cédée) ont augmenté de 13% par rapport au niveau enregistré le trimestre précédent et ont diminué de 3% par rapport au même trimestre un an plus tôt. La hausse en glissement trimestriel s'explique principalement par la baisse des charges techniques liées aux graves inondations survenues en Belgique le trimestre précédent. Les primes acquises sur les activités non-vie n'ont que légèrement augmenté en glissement trimestriel, mais ont progressé de 8% en glissement annuel. Le ratio combiné ressort à un solide 89% pour l'exercice 2021 complet. Les ventes de nos produits **d'assurance-vie** se sont inscrites en hausse de 18% par rapport au niveau du trimestre précédent, mais en baisse de 7% par rapport au niveau du même trimestre un an plus tôt.
- ▶ Les **revenus nets de commissions** ont augmenté de 3% par rapport au trimestre précédent et de 19% par rapport au même trimestre un an plus tôt. Dans les deux cas, cela s'explique par une augmentation des commissions pour nos activités de gestion d'actifs et par une hausse des revenus de commissions liés à nos services bancaires, en partie contrebalancés par un montant plus important de commissions de distribution versées.
- ▶ Les **revenus à la juste valeur et liés au trading** se sont établis à -39 millions d'euros, contre +28 millions d'euros au trimestre précédent et +80 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Dans les deux cas, la baisse est principalement imputable à la dépréciation des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management.
- ▶ Tous les **autres éléments de revenus** combinés se sont inscrits en baisse de 30% par rapport au niveau du trimestre précédent (car le chiffre du trimestre précédent incluait les gains réalisés sur la vente d'obligations) et en hausse de 38% par rapport au niveau du même trimestre un an plus tôt. Le trimestre sous revue inclut également une comptabilisation positive du badwill d'OTP Banka Slovensko, en plus d'un nombre d'éléments non récurrents de plus petite envergure, en partie contrebalancés par des pertes subies sur la vente d'obligations.
- ▶ Les **coûts**, hors taxes bancaires, ont augmenté de 3% par rapport au trimestre précédent et de 10% par rapport à la même période un an plus tôt. Dans les deux cas, cela s'explique principalement par une hausse des frais de personnel dans la plupart des pays, ainsi que par des coûts non récurrents encourus en Irlande en raison de transactions de vente en cours (liées principalement à l'accélération des dépréciations durant le trimestre sous revue). Les coûts de l'exercice 2021 complet, hors taxes bancaires, variations du périmètre de consolidation et éléments non récurrents, ont augmenté de 1,5% en glissement annuel, en ligne avec nos prévisions pour l'exercice 2021 complet, à savoir une hausse d'un peu moins de 2%. Le ratio charges/produits qui en découle est de 55% pour 2021. Certains éléments hors exploitation sont exclus de ce calcul. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires, le ratio charges/produits s'est établi à 51% en 2021.
- ▶ Les chiffres du trimestre sous revue incluent une reprise nette des **réductions de valeur sur crédits** à hauteur de 62 millions d'euros, contre une reprise nette de 66 millions d'euros au trimestre précédent et une charge nette de 57 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. La reprise nette du trimestre sous revue est liée à une reprise (79 millions d'euros) de provisions collectives précédemment constituées au titre de la crise du coronavirus, qui ne sont que partiellement contrebalancées par de faibles réductions de valeur sur crédits. Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit à -0,18% pour l'exercice 2021 complet, contre 0,60% pour l'exercice 2020 complet (un chiffre négatif indique une incidence positive sur les résultats).
- ▶ Les **impôts sur le revenu** ont diminué de 47% en glissement trimestriel, en partie en raison de la décomptabilisation des actifs d'impôt différés découlant des transactions de vente en cours en Irlande durant le trimestre précédent.
- ▶ Notre **position de liquidité** est restée solide, avec un ratio LCR de 167% et un ratio NSFR de 148%. Notre **base de capital** demeure tout aussi robuste, avec un ratio common equity à pleine charge de 15,5% (c'est-à-dire après déduction du dividende proposé).

Les piliers de notre stratégie

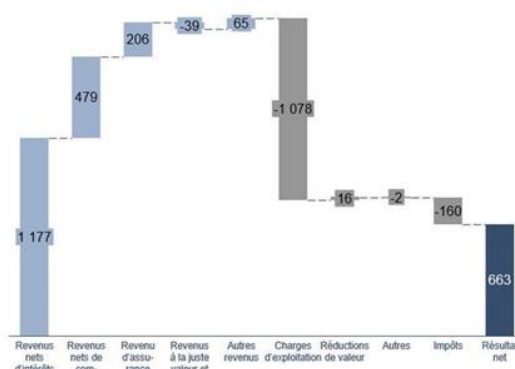


Notre stratégie repose sur les grands principes suivants:

- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable
- Nous assumons nos responsabilités à l'égard de la société et des économies locales
- Nous nous appuyons sur les valeurs PEARL + et mettons l'accent sur le développement conjoint de solutions, d'initiatives et d'idées au sein du groupe

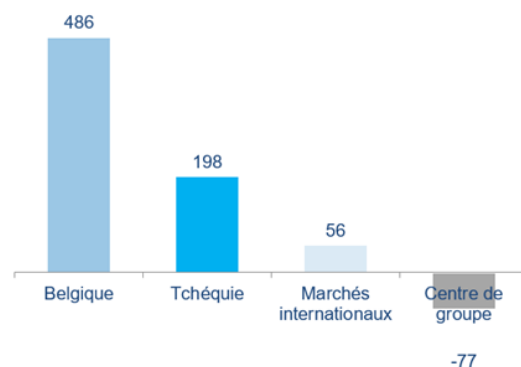
Composition du résultat 4TR2021

(en millions d'EUR)



Contribution des divisions au résultat du groupe (4TR2021)

(en millions d'EUR)



Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé, IFRS Groupe KBC (en millions EUR)						Exercice complet	Exercice complet
	4TR2021	3TR2021	2TR2021	1TR2021	4TR2020	2021	2020
Revenus nets d'intérêts	1 177	1 112	1 094	1 068	1 067	4 451	4 467
Assurance non-vie (avant réassurance)	181	150	213	238	192	782	865
Primes acquises	486	484	463	453	450	1 885	1 777
Charges techniques	-305	-334	-250	-215	-258	-1 103	-912
Assurance vie (avant réassurance)	10	12	10	12	4	45	10
Primes acquises	375	256	272	292	382	1 196	1 223
Charges techniques	-365	-244	-262	-280	-378	-1 150	-1 213
Résultat de la réassurance cédée	15	23	1	-13	10	25	-20
Revenus de dividendes	9	11	18	7	11	45	53
Résultat net des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ¹	-39	28	29	127	80	145	33
Résultat net réalisé sur titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	4	-1	2	-1	6	2
Revenus nets de commissions	479	467	450	441	403	1 836	1 609
Autres revenus nets	56	77	38	53	37	223	176
Total des revenus	1887	1 884	1 853	1 933	1 802	7 558	7 195
Charges d'exploitation	-1 078	-1 025	-972	-1 320	-988	-4 396	-4 156
Réductions de valeur	16	45	123	77	-122	261	-1 182
Dont: sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²	62	66	130	76	-57	334	-1 074
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	-2	-2	1	-2	-2	-5	-11
Résultat avant impôts	823	903	1 005	688	690	3 418	1 847
Impôts	-160	-302	-211	-131	-152	-804	-407
Résultat après impôts	663	601	793	557	538	2 614	1 440
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	663	601	793	557	538	2 614	1 440
Bénéfice de base par action (EUR)	1,56	1,41	1,87	1,31	1,26	6,15	3,34
Bénéfice dilué par action (EUR)	1,56	1,41	1,87	1,31	1,26	6,15	3,34

Chiffres clés du bilan consolidé Groupe KBC (en millions EUR)	31-12-2021	30-09-2021	30-06-2021	31-03-2021	31-12-2020
Total des actifs	340 346	354 336	368 596	351 818	320 743
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	159 728	156 712	164 344	160 960	159 621
Titres (actions et titres de créance)	67 794	66 269	71 098	71 981	71 784
Dépôts de la clientèle, hors certificats de dette et mises en pension	199 476	198 021	201 420	197 268	190 553
Provisions techniques avant réassurance	18 967	18 971	18 976	18 939	18 718
Dettes de contrats d'investissement, assurance	13 603	13 213	13 128	12 922	13 603
Capitaux propres de la société mère	21 577	22 096	21 600	20 768	20 030

Ratios sélectionnés KBC Groupe (consolidé)	Exercice complet 2021	Exercice complet 2020
Rendement sur capitaux propres ³	13%	8%
Ratio charges/produits, groupe [après exclusion de divers éléments hors exploitation]	58% [55%]	58% [57%]
Ratio combiné, assurance non-vie	89%	85%
Ratio common equity selon Bâle III Compromis danois, à pleine charge [transitoire]	15,5% [16,8%]	17,6% [18,1%]
Ratio common equity selon FICOD à pleine charge [transitoire]	14,8% [16,1%]	16,4% [16,9%]
Ratio de coût du crédit ⁴	-0,18%	0,60%
Ratio de crédits impaired	2,9%	3,3%
pour les crédits en souffrance depuis plus de 90 jours	1,5%	1,8%
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	148%	146%
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	167%	147%

1 Ou 'revenus à la juste valeur et liés au trading'.

2 Ou 'réductions de valeur sur crédits'.

3 15% si l'on exclut les éléments non récurrents dus aux transactions de vente en cours en Irlande.

4 Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats).

Incidence des transactions de vente en cours pour les portefeuilles de crédits et de dépôts de KBC Bank Ireland sur le bilan: à compter du troisième trimestre 2021, tous les actifs et passifs inclus dans les groupes destinés à être cédés ont été repris sous 'Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés' à l'actif du bilan et sous 'Passifs liés à des groupes destinés à être cédés' au passif du bilan (décomptabilisation à la conclusion des transactions). Incidence sur le compte de résultat: les résultats des groupes destinés à être cédés sont toujours inclus aux postes appropriés du compte de résultat jusqu'à leur décomptabilisation (conclusion des transactions). Incidence sur le ratio de coût du crédit et le ratio de crédits impaired: le portefeuille de crédits irlandais est inclus jusqu'à la conclusion des transactions.

Analyse du trimestre (4TR2021)

Total des revenus

1 887 millions d'euros

- Le revenu total est resté stable en glissement trimestriel et a augmenté de 5% en glissement annuel.
- Les revenus nets d'intérêts, les revenus techniques de l'assurance non-vie et les revenus nets de commissions sont en hausse, tandis que le résultat net des instruments financiers à la juste valeur et les autres revenus nets sont en baisse en glissement trimestriel.

Les revenus nets d'intérêts se sont inscrits à 1 177 millions d'euros au cours du trimestre sous revue, soit une hausse de 6% par rapport au trimestre précédent et de 10% par rapport au même trimestre un an plus tôt. En glissement trimestriel, les revenus nets d'intérêts ont bénéficié de la croissance continue des volumes de crédits (voir ci-dessous), de la hausse des taux d'intérêt en République tchèque et en Hongrie, de l'application plus généralisée de taux d'intérêt négatifs sur certains comptes courants détenus par des grandes entreprises et des PME, de l'amplification de l'incidence nette positive des swaps de change ALM et de l'augmentation des revenus d'intérêts provenant du portefeuille obligataire de l'assureur (obligations indexées sur l'inflation). Ces effets ont été en partie contrebalancés par un certain nombre de facteurs, notamment l'incidence négative de la baisse des revenus de réinvestissement dans les pays libellés en euros et les pressions exercées sur les marges du portefeuille de crédits dans la quasi-totalité des pays. En glissement annuel, la hausse des revenus nets d'intérêts résulte de plusieurs éléments, parmi lesquels la hausse des taux d'intérêt en République tchèque et en Hongrie, l'incidence positive de l'augmentation du portefeuille de crédits, la baisse des coûts de financement (y compris l'incidence positive du programme TLTRO III), l'application plus généralisée de taux d'intérêt négatifs sur certains comptes courants détenus par des grandes entreprises et des PME, l'amplification de l'incidence positive nette des swaps de change ALM, la consolidation d'OTP Banka Slovensko (incluse dans le résultat du groupe à partir de 2021) et un effet de change favorable, qui ont largement contrebalancé la baisse généralisée des revenus de réinvestissement dans les pays libellés en euros (touchant les revenus d'intérêts des activités de banque et d'assurance) et les pressions exercées sur les marges du portefeuille de crédits dans la quasi-totalité des pays. La marge nette d'intérêts s'est établie à 1,85% pour le trimestre sous revue, en hausse de 5 points de base par rapport au trimestre précédent et de 10 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt. Pour une indication des revenus nets d'intérêts attendus pour l'ensemble de l'année 2022, veuillez-vous reporter à la section 'Prévisions' en page 14 de la présente publication.

Les dépôts de la clientèle, hors certificats de dette, se sont stabilisés en glissement trimestriel et ont augmenté de 6% en glissement annuel, sur une base organique (hors effet de change et incidences des variations du périmètre de consolidation). Le volume total des crédits à la clientèle a augmenté de 1% en glissement trimestriel et de 5% en glissement annuel, sur une base organique. Le volume des crédits pour lesquels une suspension de paiement a été accordée dans le cadre des divers régimes de soutien s'est établi à 10 milliards d'euros (y compris les moratoires conformes aux dispositions de l'ABE et le régime de Hongrie, qui n'est désormais plus conforme aux dispositions de l'ABE, mais hors Irlande). La quasi-totalité des moratoires conformes aux dispositions de l'ABE ont maintenant expiré et, pour 96,5% des crédits, les paiements ont repris. Nous avons en sus accordé quelque 0,8 milliard d'euros de crédits dans le cadre des divers systèmes de garantie liés au coronavirus mis en place par les gouvernements de nos marchés domestiques.

Les revenus techniques issus de nos **activités d'assurance non-vie** (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) ont contribué à hauteur de 196 millions d'euros au revenu total, soit une hausse de 13% par rapport au trimestre précédent et une baisse de 3% par rapport au même trimestre un an plus tôt. Durant le trimestre sous revue, la stabilité des primes acquises et la baisse des charges techniques de 9% en glissement trimestriel (qui s'explique par le fait que le trimestre de référence incluait 100 millions d'euros de sinistres dus aux graves inondations survenues dans certaines régions de Belgique, dont 79 millions d'euros après réassurance, tandis que le trimestre sous revue n'inclut que 10 millions d'euros de sinistres pour ces mêmes inondations, dont 8 millions d'euros après réassurance) ont été en partie contrebalancées par la baisse du résultat de la réassurance. La hausse des primes acquises en glissement annuel (+8%) et le meilleur résultat de la réassurance ont été largement contrebalancés par la hausse des charges techniques (+18% en glissement annuel), due au niveau plus élevé des sinistres ordinaires, qui s'explique principalement par la réouverture de l'économie. Au total, le ratio combiné pour l'exercice 2021 complet s'établit à un excellent 89%, contre 85% pour l'exercice 2020 complet.

Les revenus techniques issus de nos **activités d'assurance-vie** (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) se sont élevés à 10 millions d'euros, contre 11 millions d'euros au trimestre précédent et 3 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Les ventes de produits d'assurance vie au cours du trimestre sous revue (541 millions d'euros) s'inscrivent en hausse de 18% par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des ventes de produits d'assurance-vie à taux d'intérêt garanti en Belgique (principalement attribuable aux volumes généralement plus élevés enregistrés par les produits d'épargne-pension bénéficiant d'une incitation fiscale au quatrième trimestre 2021), et ont été en partie contrebalancées par la diminution des ventes de produits de la branche 23 en Belgique. Les ventes ont diminué de 7% par rapport au même trimestre un an plus tôt,

exclusivement en raison de la baisse des ventes de produits de la branche 23 en Belgique et en République tchèque, qui a été légèrement contrebalancée par l'augmentation des ventes en Bulgarie (alimentée par la consolidation des activités d'assurance-vie de NN en Bulgarie à partir du troisième trimestre 2021). La part des produits à taux d'intérêt garanti dans notre total des ventes de produits d'assurance-vie est globalement ressortie à 61% au cours du trimestre sous revue, les produits de la branche 23 représentant les 39% restants.

Durant le trimestre sous revue, les **revenus nets de commissions** se sont chiffrés à 479 millions d'euros, soit une hausse de 3% par rapport au trimestre précédent. Cela s'explique par la hausse des commissions de gestion dans notre activité de gestion d'actifs et des commissions issues des services bancaires (due à une hausse des commissions sur les services de paiement, des commissions liées aux transactions sur titres, des commissions liées aux dossiers de crédit et aux garanties bancaires et enfin des revenus issus du réseau). Les coûts de distribution ont quant à eux augmenté en raison de la hausse des commissions versées au titre des produits bancaires et de l'augmentation des ventes de produits d'assurance-vie. Les revenus nets de commissions ont augmenté de 19% par rapport au même trimestre un an plus tôt, bénéficiant d'une augmentation significative des commissions, tant dans nos services de gestion d'actifs (+24% en raison de la hausse des commissions de gestion et des frais d'entrée) que dans nos services bancaires (+12% en raison de la hausse des commissions sur les services de paiement et des revenus issus du réseau, entre autres), en partie contrebalancée par la hausse des commissions de distribution versées. Fin décembre 2021, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 236 milliards d'euros, ce qui correspond à une hausse de 3% en glissement trimestriel et de 12% en glissement annuel. Dans les deux cas, la progression résulte principalement d'une nouvelle hausse des prix des actifs. L'activité de fonds de placement a enregistré des entrées de capitaux nettes satisfaisantes dans la gestion collective et discrétionnaire à marge élevée au cours du trimestre, qui ont été largement contrebalancées par des sorties de capitaux nettes dans le conseil en investissement à faible marge.

Le **résultat net des instruments financiers à la juste valeur** (revenus à la juste valeur et liés au trading) s'est établi à -39 millions d'euros, contre +28 millions d'euros au trimestre précédent et +80 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. La baisse en glissement trimestriel s'explique principalement par la dépréciation des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management (en raison notamment de la forte hausse des taux d'intérêt hongrois applicables aux produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management, qui ne font pas partie de la comptabilité de couverture mais qui seront récupérés dans le temps) et par la baisse des revenus générés par la salle des marchés. Elle est en partie contrebalancée par le meilleur résultat du portefeuille d'actions de l'assureur et par l'incidence positive des ajustements de valeur des crédits et du financement. En glissement annuel, le résultat légèrement meilleur du portefeuille d'actions de l'assureur n'a pas suffi à compenser la forte dépréciation des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management, le niveau plus faible des ajustements positifs de la valeur de marché et la baisse des revenus générés par la salle des marchés et des autres revenus.

Les **autres éléments de revenus** incluent 9 millions d'euros de revenus de dividendes (en légère baisse tant par rapport au trimestre précédent qu'au même trimestre un an plus tôt) et 56 millions d'euros d'autres revenus nets. Ces derniers sont légèrement supérieurs à la normale pour cet élément, malgré des pertes réalisées sur la vente d'obligations. À noter que des éléments non récurrents ont affecté le trimestre sous revue, y compris la comptabilisation du badwill d'OTP Banka Slovensko (+28 millions d'euros) et un élément positif de 6 millions d'euros au titre d'un ancien dossier juridique, qui ont été en partie contrebalancés par un montant supplémentaire de -4 millions d'euros pour l'examen des 'tracker mortgages' en Irlande et par -3 millions d'euros dus aux transactions de vente en cours en Irlande.

Charges d'exploitation

1 078 millions d'euros

- Les charges d'exploitation, hors taxes bancaires, ont augmenté de 3% en glissement trimestriel et de 10% en glissement annuel, dans les deux cas principalement en raison de la hausse des coûts ICT, des coûts liés aux équipements et des frais professionnels, ainsi que de l'accélération des dépréciations dues aux transactions de vente en cours en Irlande.
- Le ratio charges/produits du groupe pour l'exercice 2021 complet ressort à 55% (après exclusion de certains éléments hors exploitation) ou à 51% (abstraction faite de la totalité des taxes bancaires).

Les charges d'exploitation se sont inscrites à 1 078 millions d'euros au quatrième trimestre 2021. Le trimestre sous revue inclut la comptabilisation de l'incidence négative non récurrente des coûts liés aux transactions de vente en cours en Irlande (16 millions d'euros, principalement en référence à l'accélération des dépréciations), tandis que le trimestre précédent avait été affecté par des frais de personnel non récurrents de 81 millions d'euros au titre des transactions de vente en cours en Irlande, ainsi que par une reprise de 9 millions d'euros de provisions pour coûts liées à la vente de la tour d'Anvers.

Les charges d'exploitation, hors effets de change, taxes bancaires, variations du périmètre de consolidation et éléments non récurrents, ont augmenté de 10% par rapport au trimestre précédent. Cela s'explique principalement par la hausse des frais de personnel (notamment l'augmentation de la rémunération variable, l'inflation des salaires dans la plupart des pays et l'augmentation des charges de retraite), par la hausse saisonnière des frais professionnels et des dépenses de marketing et par la hausse des coûts ICT et des coûts liés aux équipements.

En glissement annuel, les charges, hors effets de change, taxes bancaires, variations du périmètre de consolidation et éléments non récurrents, ont augmenté de 6%, principalement en raison de la hausse des frais de personnel, des coûts ICT, des coûts liés aux équipements et des frais professionnels, que la baisse des coûts de marketing a en partie contrebalancée.

Les coûts de l'exercice 2021 complet, hors taxes bancaires, variations du périmètre de consolidation et éléments non récurrents, ont augmenté de 1,5% en glissement annuel, en ligne avec nos prévisions pour l'exercice 2021 complet, à savoir une hausse d'un peu moins de 2%. Le ratio charges/produits du groupe s'établit à 58% pour l'exercice 2021 complet. Si l'on exclut certains éléments hors exploitation, le ratio ressort à 55%, contre 57% pour l'exercice 2020 complet. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires, le ratio charges/produits tombe à 51% pour l'exercice 2021 complet.

Pour une indication des charges d'exploitation attendues pour l'exercice 2022 complet, veuillez-vous reporter à la section 'Prévisions' en page 14 de la présente publication.

Réductions de valeur sur crédits

Reprise nette de 62 millions d'euros

- La reprise des réductions de valeur sur crédits durant le trimestre sous revue, due à la reprise de provisions collectives précédemment constituées au titre de la crise du coronavirus, a largement compensé les minimales réductions de valeur liées aux dossiers individuels.
- Le ratio de coût du crédit ressort à -0,18% pour l'exercice 2021 complet.

Au quatrième trimestre 2021, nous avons enregistré une reprise nette de 62 millions d'euros de réductions de valeur sur crédits, contre une reprise nette de 66 millions d'euros le trimestre précédent et une charge nette de 57 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. La reprise de 62 millions d'euros du trimestre sous revue inclut l'incidence positive de la reprise de 79 millions d'euros de provisions collectives précédemment constituées au titre de la crise du coronavirus, partiellement contrebalancée par des charges de 9 millions d'euros pour quelques dossiers d'entreprises individuels et par une charge non récurrente de 8 millions d'euros pour les transactions de vente en cours en Irlande. En conséquence, les provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus encore comptabilisées fin décembre 2021 sont passées à 289 millions d'euros, contre 368 millions d'euros fin septembre. Le détail de ce calcul et des informations de fond concernant les provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus figurent à la Note 1.4 de la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel.

En termes de pays, les reprises nettes de réductions de valeur sur crédits ont atteint 51 millions d'euros en Belgique et 26 millions d'euros en République tchèque, tandis que des réductions de valeur sur crédits ont été encourues à hauteur de 12 millions d'euros en Hongrie (en raison de la mise en œuvre du nouveau crédit structuré pour les clients ayant choisi l'extension des moratoires financiers), de 2 millions d'euros en Slovaquie et de 1 million d'euros en Bulgarie.

Pour l'ensemble du groupe, le ratio de coût du crédit est ressorti à -0,18% pour l'exercice 2021 complet (0,09% si l'on exclut le montant lié à la crise du coronavirus), contre 0,60% pour l'exercice 2020 complet (0,16% si l'on exclut le montant lié à la crise du coronavirus). Un chiffre négatif implique un impact positif sur les résultats. Fin décembre 2021, notre portefeuille de crédits total comptait environ 2,9% de crédits impaired (niveau 3), contre 3,3% fin 2020. Les crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours représentent 1,5% du portefeuille de crédits, contre 1,8% fin 2020. À noter que, si l'on exclut les réductions de valeur non récurrentes en Irlande, le ratio de coût du crédit, hors incidence de la crise du coronavirus, se chiffre à -0,01% et le ratio de crédits impaired hors Irlande à 2,4%.

Pour connaître l'impact anticipé des réductions de valeur sur crédits pour l'ensemble de l'année 2022, veuillez vous reporter à la section 'Prévisions' en page 14 de la présente publication.

Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits sont ressorties à 46 millions d'euros, contre 21 millions d'euros au trimestre précédent et 66 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Le chiffre du trimestre sous revue inclut une réduction de valeur non récurrente de 17 millions d'euros due aux transactions de vente en cours en Irlande, ainsi qu'une réduction de valeur de 17 millions d'euros sur des actifs corporels et incorporels dans d'autres pays que l'Irlande et une réduction de valeur de 7 millions d'euros sur le goodwill en République tchèque.

Résultat net par division	Belgique	République tchèque	Marchés internationaux	Centre de groupe
	486 millions d'euros	198 millions d'euros	56 millions d'euros	-77 millions d'euros

Belgique: le résultat net (486 millions d'euros) a diminué de 19% en glissement trimestriel en raison de l'effet combiné d'une baisse des autres revenus nets, d'une hausse des coûts et d'une diminution significative des reprises de réductions de valeur sur crédits par rapport au trimestre précédent, partiellement contrebalancées par une hausse du résultat technique de l'assurance non-vie (car le trimestre précédent reflétait la majeure partie de l'incidence des graves inondations survenues dans certaines parties du pays), une hausse des revenus nets d'intérêts et une hausse des revenus nets de commissions.

République tchèque: le résultat net (198 millions d'euros) a diminué de 6% par rapport au trimestre précédent, hors effets de change. Cela s'explique par la hausse des coûts et la diminution des reprises de réductions de valeur sur crédits par rapport au trimestre précédent, qui ont largement contrebalancé la hausse du revenu total (principalement due à la hausse des revenus nets d'intérêts).

Marchés internationaux: le résultat net de 56 millions d'euros se répartit comme suit: 18 millions d'euros pour la Slovaquie, 46 millions d'euros pour la Hongrie, 29 millions d'euros pour la Bulgarie et -37 millions d'euros pour l'Irlande. Le résultat net s'inscrit en hausse de 214 millions d'euros en glissement trimestriel pour la division dans son ensemble, ce qui s'explique principalement par l'Irlande, où l'incidence des transactions de vente en cours avait engendré des coûts non récurrents plus importants, des réductions de valeur supplémentaires et un effet fiscal négatif durant le trimestre précédent.

Centre de groupe: le résultat net (-77 millions d'euros) est inférieur de 24 millions d'euros au chiffre du trimestre précédent, principalement en raison de la chute des revenus à la juste valeur et liés au trading (due à la dépréciation des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management) et de la hausse des coûts, partiellement contrebalancées par la hausse des autres revenus nets (comptabilisation d'un badwill de 28 millions d'euros sur OTP Banka Slovensko).

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	Exercice complet 2021	Exercice complet 2020	Exercice complet 2021	Exercice complet 2020	Exercice complet 2021	Exercice complet 2020
Ratio charges/produits, groupe (après exclusion de divers éléments hors exploitation)	51%	54%	53%	52%	63%	64%
Ratio combiné, assurance non-vie	90%	84%	87%	87%	86%	84%
Ratio de coût du crédit*	-0,26%	0,57%	-0,42%	0,67%	0,36%	0,78%
Ratio de crédits impaired	2,2%	2,3%	1,8%	2,3%	5,7%	6,9%

* Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats). Veuillez vous reporter à la section 'Details of ratios and terms' du rapport trimestriel.

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section 'Additional information' du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Capitaux propres, solvabilité et liquidité	Total des capitaux propres	Ratio common equity (à pleine charge)	Ratio de couverture des liquidités	Ratio structurel de liquidité à long terme
	23,1 milliards d'euros	15,5%	167%	148%

À fin décembre 2021, le total de nos capitaux propres s'élevait à 23,1 milliards d'euros (21,6 milliards d'euros de capitaux propres de la société mère et 1,5 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1), soit 1,5 milliard d'euros de plus qu'à fin 2020. Cette progression résulte de l'effet combiné d'un certain nombre d'éléments, dont le bénéfice de l'exercice 2021 complet (+2,6 milliards d'euros), les dividendes versés aux actionnaires en mai et en novembre 2021 (-1,4 milliard d'euros), la réévaluation des passifs liés aux régimes à prestations définies (+0,3 milliard d'euros) et divers éléments mineurs. Les détails de ces variations sont fournis à la rubrique 'Consolidated statement of changes in equity' de la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel.

Au 31 décembre 2021, notre ratio common equity à pleine charge (Bâle III, selon le compromis danois) s'établissait à 15,5% (après la distribution du capital proposée), comparé à 17,6% fin 2020. Pour l'exercice 2021 complet, notre Conseil d'administration a décidé de proposer, lors de l'Assemblée générale des Actionnaires qui se tiendra en mai 2022, un dividende brut final de 7,6 euros par action, portant ainsi le dividende brut total à 10,6 euros par action. Ce chiffre inclut un dividende de 2,0 euros par action pour l'exercice comptable 2020 (déjà versé en novembre 2021), un dividende ordinaire de 4,0 euros par action pour l'exercice comptable 2021 (dont un dividende intérimaire de 1,0 euro par action a déjà été versé en novembre 2021, les 3,0 euros par action restants devant être versés en mai 2022) et un dividende exceptionnel de 4,6 euros par action (à verser en mai 2022). Cela donnera lieu à un ratio common equity à pleine charge (après distribution du capital proposée) de 15,5%, en ligne avec le plan d'affectation du capital que nous avons annoncé pour l'exercice 2021 complet. Le ratio de distribution de dividende (incluant le coupon AT1) se chiffre à environ 66% sur la base du dividende ordinaire proposé, à savoir 4 euros par action pour l'exercice comptable 2021, et à 139% sur la base du dividende total proposé, à savoir 8,6 euros par action (dividende ordinaire plus dividende exceptionnel).

Pour l'exercice 2022 complet, le taux de distribution d'au moins 50% du bénéfice consolidé sera maintenu et le montant de capital excédant le ratio common equity à pleine charge de 15,0% pourra être distribué aux actionnaires, à la discrétion du Conseil d'administration, lors de l'annonce des résultats de l'exercice complet (les résultats de l'exercice 2022 complet seront annoncés le 9 février 2023).

fin décembre 2021, KBC Assurances affichait un ratio de solvabilité de 201% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II, contre 222% fin 2020 (la baisse découle principalement du versement du bénéfice non distribué de l'exercice 2020 complet en tant que dividende pour le groupe KBC et de l'acquisition des activités d'assurance-pension et d'assurance vie de NN en Bulgarie). De plus amples détails et des informations supplémentaires sur la solvabilité ont été fournis dans la section 'Additional information' du rapport trimestriel, sous la rubrique 'Solvency'.

Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 167% et un ratio NSFR de 148% (contre 147% et 146% respectivement à fin 2020).

Analyse de la période sous revue year-to-date (exercice complet 2021)

Bénéfice net

2 614 millions d'euros

- Le bénéfice net est en hausse de 81% par rapport à l'exercice 2020 complet.
- Les revenus ont augmenté de 5% par rapport à l'exercice 2020 complet, principalement en raison de la hausse des revenus nets de commissions, des revenus à la juste valeur et liés au trading, des autres revenus nets et du résultat technique de l'assurance vie, en partie compensée par la baisse du résultat technique de l'assurance non-vie.
- Les charges d'exploitation, hors taxes bancaires, variations du périmètre de consolidation et éléments non récurrents, ont augmenté de 1,5% en glissement annuel, en ligne avec nos prévisions tablant sur une hausse d'un peu moins de 2% par rapport à l'exercice précédent.
- La période de référence 2020 incluait d'importantes provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus (783 millions d'euros), contre une reprise nette (494 millions d'euros) durant l'exercice 2021 complet.

Faits marquants (par rapport à l'exercice 2020):

- **Revenus nets d'intérêts** plus ou moins stables (à 4 451 millions d'euros), en raison de divers facteurs compensatoires. L'expansion du portefeuille de crédits, l'application plus généralisée de taux d'intérêt négatifs sur certains comptes courants détenus par des grandes entreprises et des PME, la baisse des coûts de financement (y compris l'incidence des opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO III) et de la hiérarchisation ('tiering') des dépôts de la BCE), la consolidation d'OTP Banka Slovensko, l'amplification de l'incidence nette positive des swaps de change ALM et les effets de change positifs ont été contrebalancés par l'incidence négative de la baisse des revenus de réinvestissement dans les pays libellés en euros, par les

pressions exercées sur les marges du portefeuille de crédits dans la quasi-totalité des pays et par la baisse des revenus d'intérêts provenant du portefeuille obligataire de l'assureur (due en partie à un élément technique non récurrent positif de 31 millions d'euros durant la période de référence 2020). En termes organiques (hors variations du périmètre de consolidation et effets de change), le volume des dépôts, hors certificats de dette, a augmenté de 6% et les volumes des crédits à la clientèle de 5% en glissement annuel. La marge nette d'intérêts pour 2021 s'élève à 1,81%, soit une baisse de 3 points de base en glissement annuel.

- Contribution aux bénéfices légèrement inférieure pour le **résultat technique des activités d'assurance** (baisse de 0,4%, à 852 millions d'euros). Le résultat technique de l'assurance non-vie a diminué de 4% par rapport à celui enregistré pour la même période un an plus tôt, du fait de l'augmentation de 21% des charges techniques (liée à la forte incidence des inondations survenues en Belgique durant l'été et au niveau plus élevé des sinistres ordinaires dû à la réouverture de l'économie, entre autres), que la hausse de 6% des recettes de primes et l'amélioration du résultat de la réassurance cédée (due à de plus fortes récupérations pour les inondations et les tempêtes) n'ont pas pu totalement compenser. Dans le non-vie, le ratio combiné atteint un excellent niveau de 89% pour l'exercice 2021 complet, contre 85% pour l'exercice 2020 complet. Les ventes de produits d'assurance-vie (1 964 millions d'euros) ont légèrement diminué (-1%) en raison de la baisse des ventes de produits de la branche 23, car en 2020, les clients banque privée avaient délaissé les fonds de placement au profit des produits de la branche 23, ce qui n'a été que partiellement contrebalancé par la hausse des ventes de ces produits auprès des clients retail et des PME en 2021.
- Hausse des **revenus nets de commissions** (+14%, à 1 836 millions d'euros), qui découle principalement de la hausse des commissions liées aux services de gestion d'actifs et, dans une moindre mesure, de la hausse des commissions liées à certains services bancaires (principalement une hausse des commissions liées aux services de paiement, des revenus issus du réseau, des commissions liées aux titres et des commissions liées aux dossiers de crédit et aux garanties bancaires), malgré la hausse des commissions de distribution versées au titre des produits bancaires et l'augmentation des ventes de produits d'assurance. À fin décembre 2021, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 236 milliards d'euros, soit une hausse de 12% par rapport au niveau enregistré un an plus tôt, principalement en raison d'un effet de prix positif (+11%) et d'entrées de capitaux nettes (+1%).
- Hausse des **revenus à la juste valeur et liés au trading** (de 33 millions d'euros à 145 millions d'euros). Le chiffre de la période de référence comprenait la performance fortement négative du premier trimestre 2020 (-385 millions d'euros), l'éclatement de la crise du coronavirus durant ce trimestre ayant dans un premier temps provoqué un effondrement des marchés boursiers, un élargissement des spreads de crédit et une chute des taux d'intérêt à long terme. En glissement annuel, le résultat largement meilleur du portefeuille d'actions de l'assureur, la hausse des revenus générés par la salle des marchés et autres revenus et la variation positive des ajustements de la valeur de marché ont été en partie contrebalancés par la forte dépréciation des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management.
- Hausse de tous les **autres éléments de revenus combinés** (+19%, à 274 millions d'euros), sous l'effet de la hausse des autres revenus nets (qui ont bénéficié, entre autres, de la comptabilisation positive d'un badwill de 28 millions d'euros sur OTP Banka Slovensko).
- **Charges d'exploitation** (+6%, à 4 396 millions d'euros), hors taxes bancaires, variations du périmètre de consolidation et éléments non récurrents en hausse de 1,5% en glissement annuel (+1,0% si l'on exclut également les effets de change), en ligne avec nos prévisions pour l'exercice 2021 complet, à savoir une hausse d'un peu moins de 2%. Contrairement à l'exercice 2020 complet, qui incluait un élément non récurrent positif de 10 millions d'euros, l'exercice sous revue a souffert d'éléments non récurrents négatifs de -106 millions d'euros (dus principalement aux transactions de vente en cours en Irlande et à la comptabilisation d'une prime exceptionnelle accordée au personnel en raison de la crise du coronavirus). Le ratio charges/produits s'établit à 58% year-to-date, ou 55% sur une base ajustée après exclusion de divers éléments hors exploitation (contre 57% pour l'exercice complet 2020). Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires, le ratio charges/produits se chiffre à 51% pour la période de douze mois sous revue.
- Baisse significative de la **réduction de valeur sur crédits** (reprise nette de 334 millions d'euros, contre une charge nette de 1 074 millions d'euros au cours de la période de référence). Il convient de noter que la période de référence incluait 783 millions d'euros de provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus, contre une reprise nette de 494 millions d'euros pour l'exercice 2021 complet. Ce dernier élément a été en partie contrebalancé par un élément non récurrent de 178 millions d'euros lié aux transactions de vente en cours en Irlande. L'exercice 2021 complet inclut également des reprises de provisions pour pertes de crédit de 18 millions d'euros sur certains dossiers individuels. Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit à -0,18% pour l'ensemble du groupe, contre 0,60% pour l'exercice 2020 complet (un chiffre négatif indique un impact positif sur le résultat).

- Le **résultat net** de 2 614 millions d'euros enregistré pour 2021 se répartit comme suit: 1 997 millions d'euros pour la division Belgique (+996 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent), 697 millions d'euros pour la division République tchèque (+322 millions d'euros), 127 millions d'euros pour la division Marchés internationaux (-72 millions d'euros) et -207 millions d'euros pour le Centre de groupe (-72 millions d'euros). Le résultat 2021 de la division Marchés internationaux se répartit comme suit: 85 millions d'euros pour la Slovaquie, 226 millions d'euros pour la Hongrie, 114 millions d'euros pour la Bulgarie et -298 millions d'euros pour l'Irlande (en raison de l'incidence des transactions de vente en cours dans le pays).

Événements récents dans le domaine ESG

Comme nous l'avons déjà annoncé, et alors que nous œuvrons sans relâche pour réduire notre empreinte directe, conformément aux objectifs que nous nous sommes fixés, nous avons commencé à compenser nos dernières émissions de gaz à effet de serre directes, afin d'atteindre la neutralité climatique de notre empreinte directe. À ces fins, nous investissons dans trois projets climatiques. À noter que nos émissions directes ont déjà diminué de 71% depuis 2015 et que nous restons donc sur la bonne voie pour atteindre notre objectif de -80% d'ici 2030.

Comme nous l'avons dit dans nos précédents rapports, KBC ne s'attache pas seulement à réduire ses propres émissions directes mais prend très au sérieux son rôle au sein de la société, et en particulier dans le financement de la transition vers une économie plus écologique et généralement plus durable. Au cours du trimestre, nous avons annoncé des mesures visant à assurer que KBC cesse de financer et d'assurer les activités directement liées au développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers. En effet, dans son récent rapport 'Net Zero by 2050', l'Agence internationale de l'énergie souligne que ces nouveaux champs ne seront pas nécessaires pour atteindre la neutralité climatique. Pour des informations plus détaillées, voir le [communiqué de presse](#) publié à ce sujet.

Nous continuons d'accompagner nos clients dans leur transition vers un avenir plus durable et plus écologique, et ce dans tous les segments de clientèle. En Hongrie par exemple, le lancement du programme 'Maison verte' de K&H a été couronné de succès. Il s'agit d'un dispositif de crédits hypothécaires lancé par la Banque nationale de Hongrie conformément à son cadre réglementaire, qui soutient l'acquisition de nouveaux appartements et maisons économes en énergie à des taux favorables. Depuis son lancement en octobre 2021, K&H a constaté une part de marché supérieure à la normale pour ce produit. Dans le cadre des transactions réalisées pour nos entreprises clientes, nous sommes heureux d'annoncer que Puratos Group a choisi KBC comme seul partenaire de financement pour son grand projet d'extension de l'usine Belcolade à Erembodegem (Belgique), qui va quasiment doubler sa production sur les cinq prochaines années. Cette usine sera alors la première usine au monde de fabrication de chocolat neutre en carbone. Elle fonctionnera totalement à l'électricité renouvelable (sans aucun combustible fossile) et assurera 90% de sa consommation d'eau en récupérant les eaux de pluie. Le promoteur immobilier Mitiska REIM s'est lui aussi adressé à KBC Bank pour financer sa zone commerciale Malinas, qui est neutre en carbone et a déjà obtenu un excellent label externe de durabilité. En 2021, l'équipe de financement belge a avancé 195 millions d'euros pour des initiatives liées aux énergies renouvelables, à travers sept projets différents couvrant une gamme variée de technologies liées aux énergies renouvelables, comme les parcs éoliens onshore et offshore, les systèmes photovoltaïques solaires et les économies d'énergie. Nous avons activement recommandé notre partenaire Encon à nos entreprises clientes de Belgique, et plus de 80 d'entre elles bénéficient désormais de conseils professionnels sur mesure en matière de durabilité, entièrement adaptés à leurs besoins et processus commerciaux spécifiques, en plus de solutions de financement appropriées.

Enfin – et surtout – dans le segment de la gestion d'actifs, nous avons constaté un plus grand intérêt de nos clients pour l'investissement socialement responsable (ISR). En novembre 2021, KBC a converti ses deux derniers fonds d'épargne-pension belges en fonds ISR, dans le but de renforcer davantage son impact positif sur la société et l'environnement. Tous les fonds d'épargne-pension belges de KBC investissent désormais dans des actifs socialement responsables. Ces fonds, y compris le plus important au niveau belge, totalisent un encours sous gestion de plus de 6 milliards d'euros. Parallèlement, les fonds ISR ont enregistré des entrées de capitaux très élevées en 2021, et environ 55% des ventes brutes du groupe KBC ont été investis dans des fonds ISR sur l'exercice. Au total, les actifs gérés par KBC Asset Management de façon socialement responsable, conformément à notre cadre ISR actuel, se chiffraient à 32 milliards d'euros fin 2021, ce qui est déjà supérieur à l'objectif de '30 milliards d'euros d'ici 2025' défini par le passé. Le cadre ISR de KBC est un cadre développé en interne, mais qui a fait ses preuves et qui a été validé en externe. KBC Asset Management veille par ailleurs à aligner ce cadre sur les nouvelles réglementations de l'UE, telles que le règlement SFDR et la directive MiFID, et suppose que tous les fonds ISR relèvent soit de l'article 8 soit de l'article 9 du règlement SFDR.

Déclaration relative aux risques, opinions et prévisions économiques

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, les risques de défaut de crédit, les risques de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques de change, les risques de marché, les risques de liquidité et de financement, les risques d'assurance, l'évolution de la réglementation, les risques opérationnels, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Surveillés de près et gérés par KBC dans un cadre strict, ces risques peuvent toutefois avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments constituent le défi majeur pour le secteur financier. Il s'agit essentiellement de l'incidence de la crise du coronavirus sur l'économie mondiale, en raison à la fois de la nouvelle flambée des infections et des pénuries d'offre dues à la pandémie, et des craintes d'inflation y afférentes. Ces craintes ont créé des pressions haussières sur les taux d'intérêt, ce qui a décuplé la volatilité des marchés financiers. Ces risques s'ajoutent aux risques liés aux évolutions macroéconomiques et politiques (tels que la menace du conflit en Ukraine) qui affectent l'économie mondiale et européenne, y compris les marchés domestiques de KBC. Les risques réglementaire et de compliance (s'agissant notamment des exigences en matière de capital, de la lutte contre le blanchiment de capitaux et du RGPD) restent un thème dominant dans le secteur, tout comme le renforcement de la protection du consommateur. La numérisation (tirée par la technologie) présente certes des opportunités, mais menace également le modèle économique des établissements financiers traditionnels. Les risques liés au climat revêtent par ailleurs une importance croissante. Enfin, les cyber-risques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie.

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Notre opinion sur la croissance économique

Le quatrième trimestre s'est caractérisé par une divergence des dynamiques économiques entre les États-Unis et la zone euro. Si la dynamique de croissance s'est accélérée aux États-Unis (passant de 0,6% au troisième trimestre à 1,7% en glissement trimestriel au quatrième trimestre), la croissance économique a en revanche ralenti dans la zone euro (passant de 2,3% à 0,3% en glissement trimestriel), principalement en raison de la quatrième vague de la pandémie et du variant Omicron. Toutefois, l'activité économique s'est presque intégralement redressée en Europe, son PIB ayant retrouvé le niveau d'avant la pandémie à la fin 2021. Nos perspectives de croissance sont globalement les mêmes pour les marchés domestiques de KBC que pour la zone euro. La croissance économique a ralenti au quatrième trimestre, passant à 0,5% en Belgique (contre 2,0% au troisième trimestre) et à 0,9% en République tchèque (contre 1,6% au troisième trimestre).

Les principaux risques menaçant nos perspectives de croissance à court terme ont trait notamment aux conséquences du conflit géopolitique entre la Russie et l'Ukraine, ainsi qu'au variant Omicron, qui nous rappelle que la pandémie va probablement persister tout au long de 2022. Les restrictions sanitaires représentent un risque baissier pour l'avenir et pourraient continuer de freiner l'économie. De plus, une grande incertitude règne encore quant à l'évolution à court terme des goulets d'étranglement dans les usines de production et les chaînes d'approvisionnement, quant aux prix de l'énergie qui se maintiennent à des niveaux élevés et quant à la dangereuse inflation poussée par les coûts qui pourrait sévir si la hausse des anticipations d'inflation venait à se pérenniser dans le processus de formation des salaires. Cela pourrait déclencher un resserrement monétaire plus sévère que prévu par la Réserve fédérale américaine (Fed), voire par la Banque centrale européenne (BCE). Pour finir, l'endettement qui croît dans le monde reste lui aussi d'actualité, surtout si la politique monétaire devient moins favorable aux conditions de financement et si le cycle financier mondial se retourne.

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de change

La Fed a décidé de progressivement mettre un terme à son programme d'achat d'obligations à partir de novembre 2021. En janvier 2022, elle a annoncé que ses achats nets prendraient fin début mars. Dans un contexte de pressions inflationnistes et de solidité du marché du travail, la Fed compte donc relever son taux directeur très bientôt. Nous tablons sur quatre hausses de taux en 2022, pour un total cumulatif de 100 points de base. La réduction ordonnée du bilan de la Fed devrait commencer vers la mi-2022, ce qui diminuera le stock total d'obligations achetées dans le cadre de l'assouplissement quantitatif.

De son côté, la BCE s'est montrée attentiste au quatrième trimestre 2021. Elle devrait toutefois changer de cap elle aussi en 2022. En décembre 2021, la Banque centrale européenne a annoncé qu'elle allait réduire ses achats nets et mettre fin au programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) avant la fin mars 2022. À noter toutefois que le retrait progressif des achats nets effectués en vertu du PEPP sera temporairement et partiellement compensé par une augmentation des achats effectués en vertu du programme d'achat d'actifs général (APP). De plus, la BCE a prolongé la période durant laquelle elle réinvestira les obligations achetées en vertu du PEPP dont le terme est échu, au moins jusqu'en 2024. Ces réinvestissements sont dorénavant assortis d'une plus grande flexibilité et d'un plus grand choix s'agissant du calendrier, de la classe d'actifs et des marchés nationaux spécifiques. Selon les prévisions d'inflation à moyen terme de la BCE (2023-2024), cependant, aucune hausse de taux n'est prévue en 2022. L'année 2021 a également marqué la mise à jour de la stratégie de politique monétaire de la BCE. Un changement clé concerne sa cible d'inflation de 2%, qui sera désormais symétrique (et forward-looking).

Les rendements des emprunts d'État américains et allemands à 10 ans ont terminé le quatrième trimestre plus ou moins au même niveau qu'au début du trimestre. Non toutefois sans connaître une certaine volatilité. À partir de la mi-décembre, notamment, à la suite de la réunion de décembre de la Fed, les rendements ont fortement augmenté aux États-Unis comme en Allemagne. Cette hausse s'est poursuivie début 2022. Elle s'explique principalement par les attentes du marché, qui table sur un resserrement de la politique monétaire de la Fed plus sévère et plus précoce que prévu, dans un contexte d'inflation étonnamment élevée et toujours en hausse. Dans le cas des rendements allemands, la corrélation avec les rendements américains a joué un rôle important, tout comme l'annonce du retrait progressif des achats nets effectués par la BCE en vertu du PEPP (mars 2022). Compte tenu des divergences entre la politique de la Fed et celle de la BCE, et de l'élargissement des différentiels de taux (à court terme) qui en a résulté, le dollar américain s'est globalement apprécié face à l'euro au quatrième trimestre 2021. Nous pensons que ce différentiel de taux continuera de favoriser le dollar au premier semestre 2022. En outre, compte tenu de la politique relativement accommodante prévue par la BCE en 2022, les spreads des titres souverains intra-UEM devraient globalement se maintenir à leurs niveaux actuellement comprimés au premier semestre 2022.

En réponse à des pressions inflationnistes prononcées, la Banque nationale tchèque a maintenu le cycle de resserrement monétaire qu'elle avait introduit fin juin 2021. Au quatrième trimestre 2021, le taux directeur a été relevé à plusieurs reprises (de 125 points de base début novembre et de 100 points de base supplémentaires fin décembre), atteignant 3,75%. Afin de lutter contre des pressions inflationnistes persistantes, la Banque nationale tchèque a de nouveau relevé son taux directeur en février, de 75 points de base cette fois, le portant à 4,50%. Nous pensons qu'elle va maintenant marquer une pause dans son cycle de resserrement, afin d'évaluer l'impact de sa politique moins accommodante sur l'inflation. La Banque nationale de Hongrie a également commencé à resserrer sa politique en juin 2021, là aussi en réponse à une inflation largement supérieure à sa cible. Elle a relevé son taux de base à trois reprises supplémentaires au quatrième trimestre, pour un total de 90 points de base, le portant à 2,4% à la fin 2021. Fin janvier 2022, elle a donné un nouveau coup de vis en augmentant son taux de base à 2,9%.

Sur les marchés des changes, le quatrième trimestre s'est ouvert sur une forte volatilité pour la paire couronne tchèque/euro. En raison d'une forte aversion au risque due à la quatrième vague de la pandémie et au variant Omicron, la couronne s'est affaiblie jusqu'à fin novembre. Par la suite cependant, la hausse du différentiel de taux d'intérêt par rapport à la zone euro a eu plus de poids que la pandémie, de sorte que la couronne tchèque s'est fortement appréciée face à l'euro, atteignant 24,8 CZK pour 1 EUR fin 2021. La couronne a poursuivi sur sa lancée en janvier et nous tablons sur une nouvelle appréciation modérée durant 2022.

Le forint hongrois a perdu beaucoup de valeur par rapport à l'euro au quatrième trimestre 2021, principalement en raison de fortes pressions inflationnistes et d'une aversion au risque accrue dans le contexte de la pandémie. Sur les deux premières semaines de janvier 2022, toutefois, le forint s'est fortement apprécié face à l'euro, atteignant un niveau légèrement supérieur à celui du début du quatrième trimestre. Comme dans le cas de la couronne tchèque, cela découle principalement de la hausse du différentiel de taux par rapport à l'euro. Nous pensons que cette période de solidité relative du forint va se poursuivre au premier semestre 2022, après quoi il est susceptible de renouer avec sa trajectoire de dépréciation tendancielle progressive par rapport à la monnaie unique, due à des écarts fondamentaux avec la zone euro en matière d'inflation.

Prévisions	<ul style="list-style-type: none"> • Prévisions pour l'exercice complet 2022: <ul style="list-style-type: none"> • Revenu total: environ 8,2 milliards d'euros (y compris l'effet non récurrent positif de 0,2 milliard d'euros dû à la clôture de la vente de la quasi-totalité des actifs liés aux crédits performants et du portefeuille de dépôts de KBC Bank Ireland, déjà annoncé), dont environ 4,55 milliards d'euros de revenus nets d'intérêts • Charges d'exploitation hors taxes bancaires: environ 3,9 milliards d'euros (hors éléments non récurrents) et 4,0 milliards d'euros (y compris des éléments non récurrents supplémentaires en Irlande et certains coûts non récurrents d'intégration ou de restructuration liés à Raiffeisen en Bulgarie) • Ratio de coût du crédit: environ 10 points de base (y compris, en 2022, la reprise de la perte de crédit attendue dans le cadre de la crise du coronavirus) • Incidence de Bâle IV (en supposant un bilan stable à fin 2021): réitérée à une hausse d'environ 8 milliards d'euros d'actifs pondérés par le risque, à pleine charge (incidence entre 2025 et 2033), ce qui correspond à une augmentation de 7% des actifs pondérés par le risque et à une incidence de -1,1 point de pourcentage sur le ratio common equity à fin 2021. À noter que l'incidence de Bâle IV sera progressive et que l'incidence de la première application sur les actifs pondérés par le risque, en 2025, ne sera que d'environ 2 milliards d'euros. • Prévisions financières sur trois ans et à long terme: <ul style="list-style-type: none"> • Revenus totaux en taux actuariel (2021-2024): environ 4,5% d'ici 2024 • Charges d'exploitation hors taxes bancaires en taux actuariel (2021-2024): environ 1,5% d'ici 2024 • Ratio combiné: ≤ 92 à l'heure actuelle • Excédent de capital (à pleine charge, compromis danois): >15%, à l'heure actuelle • Ratio de coût du crédit: 25-30 points de base sur l'ensemble du cycle
Prochains événements	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport annuel, rapport sur les risques et rapport sur la durabilité: 4 avril 2022 • Assemblée générale annuelle des Actionnaires: 5 mai 2022 • Dividende: date de détachement: 10 mai 2022; date d'enregistrement: 11 mai 2022; date de paiement: 12 mai 2022 (sous réserve d'avoir obtenu l'approbation de l'assemblée générale annuelle) • Résultats 1TR2022: 12 mai 2022 • Autres événements: www.kbc.com / Investor Relations / Calendrier financier
Informations complémentaires sur le 4TR2021	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport trimestriel: www.kbc.com / Investor Relations / Rapports • Présentation de l'entreprise: www.kbc.com / Investor Relations / Présentations
Impact détaillé de la crise du coronavirus	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport trimestriel, Note 1.4 de la section 'Consolidated financial statements according to IFRS' • Présentation de l'entreprise, section 2 sur la 'Covid-19'
Définitions des ratios	<ul style="list-style-type: none"> • 'Details of ratios and terms at KBC Group level' à la dernière section du rapport trimestriel.

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Kurt De Baenst, General manager Investor Relations, KBC Groupe
Tel +32 2 429 35 73 - E-mail: IR4U@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe
Tel +32 2 429 85 45 - E-Mail: pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA

Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur Communication Corporate/
Porte-parole
Tél. 02 429 85 45

Service presse
Tél. 02 429 65 01 Stef Leunens
Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer
Tél. 02 429 32 88 Pieter Kussé

E-mail : pressofficekbc@kbc.be

Les communiqués de presse de KBC sont disponibles sur www.kbc.com
Suivez-nous sur www.twitter.com/kbc_group

Vous pouvez rester au courant de nos solutions innovantes sur [le site](#).